
Francia. Forschungen zur westeuropäischen Geschichte

Herausgegeben vom Deutschen Historischen Institut Paris

(Institut historique allemand)

Band 20/3 (1993)

DOI: 10.11588/fr.1993.3.58759

Rechtshinweis

Bitte beachten Sie, dass das Digitalisat urheberrechtlich geschützt ist. Erlaubt ist aber das Lesen, das Ausdrucken des Textes, das Herunterladen, das Speichern der Daten auf einem eigenen Datenträger soweit die vorgenannten Handlungen ausschließlich zu privaten und nicht-kommerziellen Zwecken erfolgen. Eine darüber hinausgehende unerlaubte Verwendung, Reproduktion oder Weitergabe einzelner Inhalte oder Bilder können sowohl zivil- als auch strafrechtlich verfolgt werden.

supplémentaire aux débats. C'est au total un outil de travail riche et multiple qui est mis à la disposition des chercheurs travaillant sur la zone française d'occupation et les relations franco-allemandes.

Monique MOMBERT, Strasbourg

Gewerkschaften in Politik, Wirtschaft und Gesellschaft 1945–1949, bearb. von Siegfried MIELKE, Peter RÜTTERS unter Mitarbeit von Michael BECKER, Köln (Bund) 1991, 1229 p. (Quellen zur Geschichte der deutschen Gewerkschaftsbewegung im 20. Jh., 7).

Dans le vaste projet d'édition documentaire sur l'histoire du syndicalisme édité au Bund Verlag, voici le dernier des trois volumes traitant des années 1945–1949. Il est consacré à la place des syndicats dans la politique, l'économie et la société durant cette période alors que les deux premiers, déjà dus à Siegfried Mielke, avaient pour sujet la reconstruction des organisations.

On peut s'étonner de l'importance relative accordée dans cet ensemble à l'un et l'autre sujet: comme si l'action ne primait pas sur l'organisation, en d'autres termes comme si le contenu ne devait pas davantage intéresser que la forme! Qu'on ne s'y trompe pas: la reconstruction des syndicats allemands après 1945 a été un processus extrêmement complexe, puisque dans un pays moralement et matériellement ruiné, il fallait à la fois renouer le fil de la tradition après 12 ans de dictature et innover pour en tirer les leçons tout en composant avec les occupants. Dans ces conditions, il n'est pas étonnant que les questions d'organisation, au demeurant toujours importantes dans le mouvement syndical, aient recouvert des enjeux cruciaux dont il fallait particulièrement détailler la teneur.

Mais si le compromis issu de cette situation touffue, l'organisation sous forme de «syndicat unitaire» (Einheitsgewerkschaft), s'est révélé un modèle d'avenir – étant aujourd'hui encore la référence dans le paysage syndical de RFA, les conceptions programmatiques dont rend compte notre volume n'ont, quant à elles, guère eu de succès. C'est en vain que le syndicalisme appelle alors de ses vœux un ordre économique et social nouveau. Et les revendications de *Mitbestimmung* des programmes syndicaux actuels paraissent bien pâles en regard de l'espoir mis dans la *Neuordnung*, cette rénovation radicale de la société réclamée après la chute du national socialisme.

Dans les années 70, les sociologues et historiens de la nouvelle gauche avaient redécouvert cette période fondatrice, largement refoulée par vingt ans de conservatisme adenauérien. Ils y avaient diagnostiqué un peu vite des opportunités révolutionnaires et flairé un parfum de trahison syndicale. Tout en faisant œuvre de pionniers, les chercheurs d'alors avaient exagérément conclu à la faillite des appareils, coupables d'une complicité objective dans l'évitable restauraton du capitalisme.

Entre-temps, l'historiographie a fait du chemin. La base documentaire s'est considérablement élargie, comme en témoigne l'abondante moisson présentée ici, tandis qu'une connaissance plus globale de la période, intégrant notamment la logique et les mécanismes des politiques d'occupation, une analyse plus approfondie du contexte économique et, par le biais de l'*oral history*, des éléments d'histoire des mentalités a permis de nuancer les jugements. Dans les quelques 80 pages serrées de leur introduction Mielke et Rütters peuvent donc, tout en dressant le bilan des connaissances actuelles, corriger avec sérénité les erreurs et les a priori d'il y a 20 ans.

Evidemment, le matériau présenté ensuite, pas moins de 393 documents, pratiquement tous de provenance syndicale, collectés dans 31 archives différentes (syndicales, de conseils d'entreprises et d'administrations) fait plus qu'illustrer cette réfutation de la *Restaurationsthese*. Structuré en 6 grands ensembles (syndicats et conseils d'entreprise, syndicats et organisations patronales, syndicats et partis, programmes et action syndicales destinées à améliorer la situation économique et sociale des travailleurs, programmes et actions tendant à une

réorganisation radicale de l'économie, prises de position et actions concernant le plan Marshall, la réforme monétaire et les démontages), il dresse du syndicalisme de l'immédiat après-guerre une carte dont on n'est pas prêt d'avoir épuisé les ressources.

A nos yeux d'aujourd'hui, le paysage qu'elle fait traverser est parfois bien étranger. Mais derrière les changements, on n'a pas de mal à repérer aussi certaines permanences, notamment le légalisme et le sens de l'organisation. Les documents qui illustrent les réactions à la reconstitution d'organismes patronaux sont à cet égard particulièrement significatifs. Ils montrent que pour une bonne partie des états-majors et de la base syndicale, vouloir interdire les organisations d'employeurs est finalement de l'anticapitalisme mal placé: sauf à réglementer la fixation des salaires, se priver d'un partenaire de négociation risque en effet de provoquer un émiettement du système de conventions collectives, puisque celles-ci ne dépasseraient pas le niveau de l'entreprise. De plus, comment justifier une atteinte au droit de coalition que les organisations de salariés ont eu tant de mal à défendre pour elles-mêmes?

Par delà la (fausse) rupture de la *Stunde null*, on a là le cas exemplaire d'une continuité qui fait remonter bien en deça de la Deuxième Guerre mondiale. Dans cet attachement à l'autonomie contractuelle, on peut voir une illustration de la fidélité des syndicats à leurs traditions idéologiques. A partir de cet exemple, il serait à peine une boutade de répondre aux critiques des années 70 que les syndicats allemands n'ont effectivement pas eu à trahir pendant la période d'occupation ... parce qu'ils n'ont jamais été vraiment révolutionnaires!

Alain LATTARD, Stains

Pierre GERBET et al., *Le relèvement 1944–1949*, Paris (Imprimerie Nationale) 1991, 481 S. (La politique étrangère de la France, 1871–1969).

Dies ist der fünfte erschienene Band der großangelegten Reihe über die Außenpolitik Frankreichs zwischen 1871 und 1969. Das Buch ist unprätentiös, klar geschrieben; der Zugriff wird durch eine übersichtliche Gliederung erleichtert, ebenso durch zahlreiche Zwischenüberschriften und Zusammenfassungen; der Anmerkungsapparat befindet sich auf dem neuesten Stand: erhöht wird die Benutzerfreundlichkeit durch ein ausführliches Register, schließlich lockern zahlreiche Fotodokumente und Karten den Text auf. Das Buch hat formal alles, was Standardwerke auszeichnet. Inhaltlich ist es eine klassische Diplomatiegeschichte. Der Hauptautor des Bandes, Pierre Gerbet, Spezialist für internationale Beziehungen, wurde von vier ehemaligen Diplomaten beraten, die auch eigene Abschnitte beisteuern. Klassisch ist auch die Einteilung der französischen Außenpolitik in der unmittelbaren Nachkriegszeit. Der erste Teil handelt von der Zeit 1944–1946/47 und ist überschrieben mit »Last der Vergangenheit und neue Herausforderungen«, der zweite Teil über die Jahre 1947–1949 heißt »Frankreich im westlichen Lager«.

Charles de Gaulle und Georges Bidault, die Hauptakteure der ersten Phase konnten sich Frankreich nicht ohne Grandeur vorstellen. Doch den Großmachtstatus hatte das Land in der Niederlage von 1940 verloren. De Gaulles Außen-, besonders die Deutschlandpolitik gründete auf Illusionen. Er wollte dort anknüpfen, wo die Franzosen 1919 schon einmal waren: Autonomie des Rheinlandes, Zugriff auf die Ruhr, territoriale Zersplitterung des Nachbarn. Der Abschnitt über »Le problème allemand« zeigt die ganzen Irrungen und Wirrungen gaullistischer Prestigepolitik. Mit der proklamierten Sonderrolle manövrierten sich die Franzosen samt ihrer Besatzungszone ins Abseits, während die großen Entscheidungen für Westdeutschland in der Bizone getroffen wurden. Man vergab die Chance, den Weg mitzugestalten. Am Ende hieß es lediglich nachzuvollziehen, was Amerikaner und Briten vorgegeben hatten.

Weltpolitisch setzte de Gaulle Frankreich auf das Gleis einer Mittlerrolle zwischen Ost und West, wollte eine Politik zwischen den Großmächten treiben und erreichte damit, daß sich